

COMMENTAIRES DE LA REGION GUADELOUPE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR L'ANALYSE DES MARCHES PERTINENTS DES LIAISONS LOUEES

La Région Guadeloupe a pris connaissance de l'analyse par l'ARCEP des marchés pertinents de gros et de détail des liaisons louées intégrant l'analyse des liaisons louées effectuées par des câbles sous-marins dans les départements d'Outre-Mer.

La mise en consultation publique de cette étude jusqu'au 6 janvier 2006 permet à la Région Guadeloupe de réagir et de faire part à l'ARCEP de ses commentaires et suggestions (II) en rappelant préalablement le contexte local en la matière (I).

I. RAPPEL DU CONTEXTE LOCAL

Pour faire face à son isolement numérique (I.1), la Région Guadeloupe a défini une stratégie « haut débit » (I.2) dont l'une des phases a été de raccorder l'île à Porto-Rico par un câble sous-marin dans le cadre d'une délégation de service public (I.3). Cette initiative publique a permis de générer des initiatives privées complémentaires (I.4) qui ne peuvent cependant pas à elles seules régler la question de l'ouverture à la concurrence des marchés des liaisons louées sous-marines (I.5).

I.1 Contrairement à la Martinique, la Guadeloupe n'est pas connectée en direct sur le câble Americas 2. L'insularité de la Guadeloupe mais également des décisions techniques prises sans concertation avec les autorités locales ont pour partie freiné un large accès de l'île et de ses habitants au haut-débit.

France Télécom dispose d'un monopole de fait sur l'unique câble sous-marin (ECFS) reliant l'île au reste du monde. Ce monopole a permis à l'opérateur historique de maintenir longtemps des prix très élevés (4500 €/Mbps contre 150 € en métropole) empêchant le

développement d'offres alternatives à Wanadoo pour offrir du haut-débit en Guadeloupe. Il en a résulté un prix d'abonnement très élevé (80 €/mois contre 30 € en métropole) et des services très pauvres n'intégrant pas le triple play.

Pour sortir de cette impasse conduisant au sous-développement numérique de la Guadeloupe l'intervention publique était nécessaire.

I.2 La région Guadeloupe a défini une stratégie "haut-débit" en s'appuyant sur la mise en œuvre d'un plan d'action comprenant 4 phases :

- 1. Lancer la concertation avec les opérateurs et les fournisseurs d'accès Internet*
- 2. Elaborer le Plan Stratégique Régional*
- 3. Mettre en place la structure juridique adaptée*
- 4. Lancer les appels à projets suivants :*
 - Mise en place et exploitation d'un câble sous-marin*
 - Mise en place du site d'échanges électroniques*
 - Mise en place des caches*
 - Couverture de l'île en boucle locale haut-débit*

Cette stratégie a été approuvée par l'assemblée plénière du Conseil régional lors de sa réunion du 5 juin 2003 (délibération CR/03-629).

I.3 Le choix d'un câble sous-marin de télécommunications pour désenclaver l'archipel a été effectué au regard pour les raisons suivantes. L'essentiel du trafic Internet va chercher des contenus hébergés en dehors de la Guadeloupe, essentiellement aux USA ou en Métropole. Pour développer le haut-débit et ses usages en Guadeloupe, il est donc essentiel que la connexion au reste du Monde soit de bonne qualité (débit suffisant) et à un prix attractif.

Seul la technologie des câbles sous-marins offre aujourd'hui les capacités, la fiabilité et la performance nécessaires par l'avènement du haut-débit transportant à la fois le trafic Internet, la voix et la vidéo (triple play). C'est aussi la seule technologie permettant d'atteindre des prix unitaires compétitifs (prix au Mbps) pour des volumes importants.

Compte-tenu des carences du secteur privé et des nécessaires moyens financiers qu'il fallait mettre en œuvre pour construire un câble sous-marin pour un marché initialement limité, le Conseil Régional a lancé une procédure de passation de contrat de délégation de service public sous forme concessive en imposant dans le programme de consultation un prix de gros maximal de 450 € qui permettra le développement du haut-débit pour tous en Guadeloupe. Le service public reposera sur des offres de transit IP au départ des points d'interconnexion situés sur l'archipel de la Guadeloupe ainsi qu'à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, sur la fourniture de liaisons point à point reliant les points d'interconnexion du câble à la métropole et aux Etats-Unis ainsi que la fourniture de liaisons point à point reliant entre eux les points d'interconnexion du câble.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, le Groupe Loret a été choisi par le Président du Conseil régional en proposant notamment un prix de gros de 375 €/Mbps. Ce choix a été validé par la Commission permanente du Conseil régional par délibération en date du 14 septembre 2004. Le concessionnaire a sous-traité la construction et la pose du câble à Alcatel. Conformément au programme de consultation, le candidat retenu a formé une société ad hoc, la société Global Caribbean Network, dédiée à l'exploitation du service public avec qui le contrat de concession a été signé le 29 novembre 2004.

Le tracé du câble permet de desservir la totalité du territoire de la Guadeloupe. Le raccordement technique au réseau mondial s'effectue à Porto-Rico, puis le câble relie la partie française de l'île de Saint-Martin ainsi que l'île de Saint-Barthélemy avant d'arriver à Basse-Terre, puis à Jarry après un contournement du sud de l'île. Récemment, lors de la pose du câble, un raccordement à Sainte-Croix par une « branching unit » a été décidé par voie d'avenant pour des raisons de sécurité et de redondance.

I.4 Cette initiative publique a généré des projets privés visant à s'inscrire dans le prolongement de Guadeloupe Numérique. Deux autres filiales du Groupe Loret envisagent d'établir de nouveaux câbles vers le sud d'ici la fin 2007.

La société Middle Caribbean Network (MCN) prévoit de relier la Guadeloupe à la Martinique avec un boîtier de raccordement pour la Dominique. Par ailleurs, la société Southern Caribbean Fiber (SCF) aura pour vocation de raccorder la Martinique aux autres îles du Sud de la Caraïbe jusqu'à Trinidad ainsi que d'interconnecter l'île de Saint-Kitts au câble « Guadeloupe Numérique ».

Ces projets ont été présentés lors de la conférence ACP Numérique du 31 Mai 2005 qui a été organisée par les Etats de l'OECS (Organization of Eastern Caribbean Countries), membres de l'ECTEL (Eastern Caribbean Telecommunications Authority) , à l'initiative de Monsieur Victorin Lurel, Président du Conseil régional de la Guadeloupe et sous le Haut Parrainage de Monsieur Amos Tincani, Ambassadeur et Chef de la Délégation de la Commission Européenne.

L'ensemble de ces projets va jouer un rôle déterminant pour ouvrir les marchés des liaisons louées sous-marines à la concurrence, et met la Guadeloupe dans une situation plus favorable que les autres Départements d'Outremer. On peut cependant envisager d'accentuer encore la concurrence et par voie de conséquence la compétitivité des offres sur des territoires géographiquement isolés.

II. OBSERVATIONS SUR L'ETUDE DE L'ARCEP

L'étude de l'ARCEP amène de notre part les remarques suivantes :

La concurrence en Guadeloupe :

« L'ajout d'une nouvelle bretelle en 2006 (« Guadeloupe Numérique ») pourrait améliorer la situation concurrentielle, sans pour autant impacter substantiellement cette situation à l'horizon de la présente analyse. Dans le cas contraire, l'Autorité pourrait être amenée à revoir son analyse conformément aux dispositions de l'article D. 302 du CPCE. »

Il nous semble que l'ARCEP sous-estime l'impact concurrentiel à brève échéance du nouveau câble qui sera mis en service en mars 2006. les prix de maximum sont fixés dans la réponse

du candidat retenu (le groupe Loret) et traduisent une baisse très significative par rapport aux prix pratiqués par France Télécom.

Les tarifs d'éviction :

Il nous semble pertinent compte-tenu du point précédent de ne pas imposer « d'obligation de reflet des coûts pour les offres du Circuit interurbain intra-territorial et inter territorial ». Il est en revanche essentiel de contrôler les tarifs offerts par France Télécom afin de s'assurer qu'il ne pratique pas de prix d'éviction, en particulier dans la phase de démarrage de la concurrence à partir de mars 2006 et pendant au moins trois ans. Les investissements importants consentis par les acteurs privés et par la Région Guadeloupe pourraient être réduits à néant si France Télécom pratiquait dans la phase initiale du projet des prix prédateurs destinés à évincer le concurrent naissant (et encore fragile) pour rétablir à moyen terme son monopole et augmenter les prix.

L'accès à la station d'atterrissage :

L'ARCEP a noté à juste titre que France Télécom dispose d'un monopole sur une ressource rare qui est la station d'atterrissage du câble sous-marin. Conscient de cette situation préjudiciable à la concurrence, la Région Guadeloupe a imposé au délégataire de Guadeloupe Numérique d'offrir des prestations d'accès à la station par fibre noire indépendante du délégataire ainsi que des prestations de colocalisation à l'intérieur de la station.

Il nous semble important pour accroître le niveau de concurrence dans l'Archipel que ces mêmes obligations soient imposées à France Télécom et que les tarifs de colocalisation ou de pénétration reflètent les coûts à l'instar de ce qui est pratiqué dans les répartiteurs pour le dégroupage.

On pourrait envisager en cas de limitations liées à la taille du bâtiment de disposer pour les stations d'offres de colocalisation distante, avec fibre noire de renvoi.

Cette mesure, associée à l'obligation de dégroupier le segment terrestre du segment maritime de la liaison louée introduira la concurrence sur les liaisons louées d'accès à la station. En effet, un opérateur souhaitant avoir accès à une liaisons louée sous-marine pourra acheter son segment terrestre à un concurrent de France Télécom présent dans la station, même s'il prend le segment maritime à France Télécom (ce qui est probable compte-tenu de l'exclusivité commerciale introduite dans les contrats de consortium des opérateurs historiques). Dans ces conditions, France Télécom ne pourra maintenir très longtemps des tarifs excessifs sur le segment terrestre.

La sécurisation

France Télécom dispose aujourd'hui du monopole de la sécurisation des liens. En effet, le câble ECFS qui dessert la Guadeloupe permet une sortie par le Nord (vers les USA) et par le Sud (vers la Martinique et Americas 2).

Il est donc essentiel d'imposer à France Télécom des conditions d'accès à la sécurisation qui l'oblige à donner droit à des demandes raisonnables dans des conditions reflétant les coûts.

On peut envisager que les conditions techniques et tarifaires demandées par France Télécom soient aussi imposées aux autres opérateurs de câble sous-marin présents en Guadeloupe au titre de la réciprocité des fonctions de sécurisation.

Ces obligations réciproques de sécurisation devraient d'ailleurs s'appliquer au delà des seules liaisons louées et comprendre en particulier la sécurisation du transit IP.

III. CONCLUSION

Afin d'améliorer le niveau de concurrence dans l'Archipel de la Guadeloupe sur le marché des liaisons louées effectuées à partir de câbles sous-marin, il conviendrait :

- **De contrôler les tarifs offerts par France Télécom afin de s'assurer qu'il ne pratique pas de prix d'éviction, en particulier dans la phase de démarrage de la concurrence à partir de mars 2006 et pendant au moins trois ans ;**
- **D'accroître le niveau de concurrence dans l'Archipel, en imposant à France Telecom des prestations d'accès à sa station d'atterrissage ainsi que des prestations de colocalisation à l'intérieur de cette station. Il conviendrait que les tarifs de colocalisation ou de pénétration reflètent les coûts, à l'instar de ce qui est pratiqué dans les répartiteurs pour le dégroupage tout en envisageant, en cas de limitations liées à la taille du bâtiment, de disposer pour les stations d'offres de colocalisation distante, avec fibre noire de renvoi ;**
- **d'imposer à France Télécom des conditions d'accès à la sécurisation qui l'oblige à donner droit à des demandes raisonnables dans des conditions reflétant les coûts en envisageant également que les conditions techniques et tarifaires demandées**

par France Télécom soient aussi imposées aux autres opérateurs de câble sous-marin présents en Guadeloupe au titre de la réciprocité des fonctions de sécurisation.